

# **LA RÉNOVATION URBAINE NE DOIT PAS SE FAIRE SUR LE DOS DES HABITANT-E-S**

La crise du logement à Saint-Denis est très importante. Malgré le nombre important de logements sociaux, il y a crise avec encore 6500 demandeurs et demandeuses de logements, niveau vraisemblablement inférieur à la réalité des mal-logé-e-s. Logements vétustes, insalubres, dangereux font que de nombreux habitants de la ville connaissent une situation de logement très difficile. Des quartiers entiers font l'objet de requalification et ce n'est pas sans poser de graves problèmes. La rénovation urbaine ne devrait pas s'accompagner de mises à la rue.

Or, les plans de rénovations qui sont mis en œuvre sont régulièrement accompagnés d'expulsions des habitant-e-s qui y vivent. De plus, les moyens mobilisés pour permettre ces rénovations sont très insuffisants au regard des besoins. Ils ne permettent que partiellement de rétablir une situation normale d'un habitat pour toutes et tous alors que nous avons besoin d'un plan exhaustif, général et global, démocratiquement élaboré et mis en œuvre avec les intéressé-e-s. Pour l'instant, ce sont toujours les habitant-e-s, avec ou sans papiers, précarisé-e-s par leur situation administrative qui sont les moins pris-e-s en compte et qui se retrouvent expulsé-e-s.

## **SOUTIEN URGENT**

**AU COLLECTIF GUANTANAMO - 50 RUE GABRIEL PÉRI  
ET AU COLLECTIF DE SAINT-REMY NORD !**

**NOUS APPELONS DONC TOUT LE MONDE  
À VENIR MANIFESTER**

**LUNDI 27 MAI**

**RENDEZ-VOUS PLACE DE LA RÉSISTANCE A 17H**

A l'appel des collectifs d'habitant-e-s en lutte pour la régularisation et le relogement : Guantanamo - 50 rue Gabriel Péri, Saint Rémy Nord, 76 rue Gabriel Péri, Collectif des étudiant-e-s étranger-e-s de Paris 8, Coordination 93 des Sans-Papiers, RSL, DAL, MRAP, Union Locale Solidaires avec le soutien d'AL, Les Alternatifs, CGA, GA, NPA

**50 RUE GABRIEL PÉRI** L'immeuble n'a pas d'eau, pas de toilettes. L'immeuble est soutenu par des étais. La mairie a décrété l'insalubrité du bâtiment et l'a ajouté au Plan National de Requalification des Quartiers Anciens Dégradés (PNRQAD) lors du conseil municipal du 31 janvier 2013. Les habitant-e-s sont conscient-e-s du danger du bâtiment. Ils ne sont pas contre l'expulsion. Ils demandent juste que le volet social soit ouvert pour eux. Et c'est le devoir des pouvoirs publics (mairie, Plaine Commune, Etat). Et les 52 millions d'euros que la mairie a reçus doivent aussi servir à ça. Ils demandent à la mairie : une attestation de reconnaissance du fait qu'ils habitent au 50 rue Gabriel Péri; la garantie de l'ouverture du volet social pour leur relogement et le soutien de la mairie dans leurs démarches vers la sous-préfecture pour leurs titres de séjour.



**SAINT-RÉMY NORD** Alors que le bâtiment fait partie d'une opération de rénovation urbaine et qu'il doit être démoli pour la fin de l'année, les habitant-e-s qui occupent des appartements depuis de longues années demandent à la préfecture, à la mairie, à l'OGIF, le relogement au même titre que les autres locataires.

## SOUTIEN A TOUTES LES LUTTES EN COURS !

**39 RUE GABRIEL PÉRI** En septembre 2012, l'immeuble a pris feu. Trois personnes sont mortes dans l'incendie. Alors que Cécile Duflot, la ministre du logement, avait promis le relogement immédiat de tous les habitant-e-s, il a fallu la mobilisation des habitants (plusieurs jours de galère, l'occupation de la Bourse du Travail et de la Basilique) pour obtenir la prise en compte par les pouvoirs publics de leur situation ! Aujourd'hui encore les habitant-e-s continuent de réclamer le relogement et la régularisation de tou-te-s pour raison humanitaire.

**76 RUE GABRIEL PÉRI** Suite à leur expulsion en décembre 2011, après trois mois de campement devant la mairie dans le froid hivernal et des manifestations hebdomadaires, les habitant-e-s ont été hébergé-e-s dans des hôtels sociaux ; il y a eu quelques régularisations et relogements mais aujourd'hui encore, une petite dizaine de personnes luttent pour obtenir la régularisation et le début de processus de relogement.

## NON AUX EXPULSIONS ! UN LOGEMENT POUR TOUS ET TOUTES ! DES PAPIERS POUR TOUTES ET TOUS !

La lutte contre l'insalubrité et l'habitat indigne est un honorable exercice mais ne justifie en aucun cas l'abandon à la rue des occupant-e-s de ces immeubles. Expulser sans solution de relogement, c'est mettre des gens à la rue. C'est leur faire connaître une situation pire que celle qu'ils avaient auparavant. Pour les Roms, les sans-papier-e-s, les précaires et les autres, l'expulsion des logements et des bidonvilles aggrave toujours la situation.

Que nous soyons squatteur-euse-s, demandeur-euse-s de logement, locataires ou propriétaires de notre logement, nous sommes toutes et tous concerné-e-s par la rénovation urbaine et par l'insuffisance de logements à prix modestes et de bonne qualité. En transformant radicalement l'habitat, elle risque de faire monter les loyers et à moyen terme, rendre plus difficile de se loger à Saint-Denis parce que les loyers y seront trop chers.

Nous exigeons qu'à chaque expulsion, la mairie, Plaine Commune et l'Etat fournissent une solution de logement pérenne et acceptable, et ce quelque soit la situation sociale des habitant-e-s. La rénovation urbaine doit garantir l'accessibilité au logement des plus défavorisé-e-s. La question du manque et du mal-logement nous concerne tous et toutes, pour que notre ville soit et reste populaire et solidaire.